Abbas El Fassi:l'agriculture doit être replacée au centre des politiques économiques nationales

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 18-11-2009 11:31:34

Le premier ministre, Abbas El Fassi, qui représente SM le Roi au Sommet Mondial sur la sécurité alimentaire qui se tient à Rome, a mis l'accent, mardi, sur la place tout à fait particulière que doit occuper le secteur agricole dans les politiques économiques nationales et sur la nécessité de mobiliser les potentialités pour son développement.

"Nous sommes tous convaincus du besoin urgent et vital de replacer l'agriculture au centre de nos politiques économiques respectives, et de renforcer massivement les programmes de coopération, de recherche et de mobilisation des ressources financières au profit de ce secteur", a affirmé le premier ministre devant ce Sommet, ouvert lundi au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO).

"Aujourd'hui, le temps est à l'action", a-t-il dit en évoquant la résurgence du spectre de la faim dans le monde et son exacerbation par les répercussions de la crise financière et économique mondiale, en particulier la flambée brusque des prix des denrées alimentaires.

M. El Fassi, qui a exposé les actions initiées avec succès par le Maroc sous l'impulsion de SM le Roi dans le domaine de l'agriculture et de la pêche maritime, a appelé à "investir davantage et massivement" dans le secteur agricole, l'investissement agricole étant érigé en "pivot central" du développement agricole.

"Les pays pauvres sont les plus vulnérables et par conséquent les moins outillés pour stimuler leur développement agricole. Pourtant, leur croissance économique dépend, pour la plupart, d'un secteur agricole en bonne santé", a-t-il observé en précisant que "c'est à ce niveau que la coopération technique et financière devient pour nous un enjeu crucial et une priorité dans l'action".

Le Premier ministre a cité parmi les "initiatives remarquables" qui répondent à l'esprit de ce Sommet et qui permettront de drainer des investissements importants vers le secteur dans le continent africain, celle relative à la création d'un "Fonds pour l'agriculture en Afrique" conduite par la Banque africaine de développement, l'agence française de développement, l'Alliance "for a green révolution in Africa", la Banque ouest africaine de développement et le Fonds international pour le développement agricole.

"Nous encourageons vivement ce type d'initiatives régionales basées sur une coopération triangulaire, et souhaitons qu'elles puissent réussir et être dupliquées à grande échelle pour soutenir les efforts locaux de structuration ", a-t-il affirmé.

M. El Fassi a également loué les efforts entrepris par l'Equipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, établie par le secrétaire général des Nations Unies et visant à promouvoir une action globale et unifiée pour répondre au défi alimentaire. "Ces efforts doivent être

soutenus et complétés par de nouvelles actions visant une gouvernance moderne, privilégiant la mise en place de mécanismes d'alerte des crises alimentaires et d'intervention rapide", a-t-il cependant insisté.

Le Premier ministre a souligné, par ailleurs, qu'il est nécessaire, pour relever le défi alimentaire, d'oeuvrer pour bâtir un système international de commerce agricole juste et équitable, qui favorisera le développement d'une agriculture durable dans les pays en développement. "C'est pour cela que les Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce doivent placer l'impératif de la sécurité alimentaire et les intérêts des pays en développement au centre des négociations multilatérales sur l'agriculture", a-t-il expliqué.

De même, a-t-il ajouté, une grande importance doit être accordée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire à l'occasion de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques, prévue à Copenhague en décembre 2009.

"Le réchauffement de la planète entraîne, sans aucun doute, une menace réelle à la sécurité alimentaire mondiale et à la survie des populations dans les pays pauvres", a indiqué M. El Fassi en formant l'espoir que cette conférence "aboutisse à la conclusion d'un accord global à la hauteur des attentes de nos populations".

Le Sommet se déroule avec la participation notamment de M. Aziz Akhannouch, ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime.

Selon la FAO, près de 1,2 milliard de personnes, soit le sixième de l'humanité, souffrent actuellement des affres de la faim dans le monde et un enfant meurt toutes les six secondes, victime de ce fléau.

L'organisation onusienne chiffre les besoins d'investissements des pays en développement dans le cadre de l'Aide publique au développement à environ 44 milliards de dollars par an (contre 7,9 milliards aujourd'hui), auxquels devront s'ajouter des financements des budgets nationaux et des investissements privés dans l'agriculture primaire et les services.

La FAO souligne que le combat contre la faim peut être remporté, appelant toutefois à l'accroissement de la production agricole de 70 pc pour pouvoir nourrir plus de 9 milliards d'habitants que comptera la planète en 2050.

MAPF